



**Marché n°202207INP03CAC
MISSIONS DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
POUR CLERMONT AUVERGNE INP**

Cahier des Clauses Particulières

Mode consultation	Marché de service en appel d'offre ouvert en application du code de la commande publique et du CCAG PI 2021
Service gestionnaire	Service des Affaires Financières
Services coordonnateurs	Service des Affaires Financières Gestion des marchés publics Bâtiment SPA 3^{ème} étage

SOMMAIRE

<u>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</u>	<u>3</u>
1.1 - OBJET DU MARCHE	3
1.2 - DUREE DU MARCHE	3
1.3 – LA PROCEDURE DE PASSATION	3
1.4 – LIEU D’EXECUTION	3
<u>ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 3 : PRESTATIONS ATTENDUES</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 4 : REGLES D’ATTRIBUTION :</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 5 : DELAIS D’EXECUTION</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 6 : CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 7 : CONSTATATIONS DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 8 : OBLIGATION DU TITULAIRE</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 9 : AVANCE</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 10 : PRIX DU MARCHE</u>	<u>8</u>
10.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	8
10.2 - VARIATIONS DANS LES PRIX	8
<u>ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</u>	<u>8</u>
11.1 - ACOMPTE ET PAIEMENT PARTIELS DEFINITIFS	8
11.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	8
11.3 - CONDITIONS DE FACTURATION	9
11.4 - DELAI DE PAIEMENT	9
<u>ARTICLE 12 : PENALITES</u>	<u>10</u>
12.1 - PENALITES DE RETARD	10
12.2 - PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	10
<u>ARTICLE 13 : ASSURANCES</u>	<u>10</u>
<u>ARTICLE 14 : RESILIATION DU MARCHE</u>	<u>10</u>
<u>ARTICLE 15 : DROIT ET LANGUE</u>	<u>10</u>
<u>ARTICLE 16 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES</u>	<u>11</u>
<u>ARTICLE 17 : DEROGATIONS AU C.C.A.G.-P.I.</u>	<u>11</u>

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet : Missions de commissaires aux comptes pour Clermont Auvergne INP.

Le marché est un marché de : Service

Les nomenclatures de la présente consultation sont :

Classification principale CPV	Classification NACRES
Services de contrôle légal des comptes (79212300-6)	Audit financier (EB.12)
Classification secondaire CPV	Classification secondaire NACRES
Services de certification (79132000-8) Services d'audit (79212000-3)	Certification légale des comptes (EB.13)

1.2 - Durée du marché

Le marché est lancé pour une durée de 6 exercices à compter de l'exercice 2022 inclus jusqu'à l'exercice 2027 compris. Son exécution débutera à compter de la date de notification.

1.3 – La procédure de passation

Le marché est passé en appel d'offres ouvert. Cette procédure est soumise aux dispositions des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique. Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.4 – Lieu d'exécution

CLERMONT AUVERGNE INP
27 rue Roche Genès
Campus des Cézeaux - CS 20265
63178 AUBIERE Cedex
Contact : Madame Isabelle BLACHERE

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (A.E) et ses annexes
- La Décomposition de Prix Globale et Forfaitaire (DPGF), annexe à l'Acte d'Engagement
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) et son annexe

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles
- Le mémoire technique (présentation générale des missions)

Article 3 : Prestations attendues

Les missions de commissaire aux comptes :

Conformément à l'article 8 du présent document « obligations du titulaire » : mandats confiés, contenu des travaux, contenu de l'offre, le programme de travail, les méthodes de travail, le rapport du commissaire aux comptes.

Les soumissionnaires transmettront notamment à l'appui de leur offre un descriptif des actions envisagées pour les différentes phases d'une mission de certification, un descriptif mettant en perspective la proportion d'auditeurs seniors et juniors, la formation des auditeurs eu égard à la connaissance de la comptabilité publique et des finances publiques.

Les prestations à réaliser sont établies dans l'offre du titulaire au regard des éléments d'information ci-dessous :

3.1 – Présentation budgétaire et comptable :

- Référentiel budgétaire et comptable : M9
- Structuration budgétaire : centres financiers
- Montant des trois derniers budgets exécutés (fonctionnement, personnel, investissement)

(Cf : Annexe 1-1)

- Montant de la masse salariale des emplois financés par l'Etat (3 dernières années)

(Cf : Annexe 1-2)

- Montant de la masse salariale des emplois financés sur ressources propres (3 dernières années)

(Cf : Annexe 1-3)

- Montants des contrats et prestations de recherche et nombre de contrats

	2021
	CLERMONT AUVERGNE INP
MONTANT	902 606
NOMBRE	86

- Montant des droits d'inscription : formation initiale, formation par la voie de l'alternance, formation continue

	2021
	CLERMONT AUVERGNE INP
MONTANT	1 023 002

- Existence d'emprunts ☐ oui ☒ non

- Compte de résultat/Bilan :

		Compte de résultat	Bilan (montant net)	Bilan (montant brut)
2019	SIGMA	16 294 K €	22 944 K €	40 806 K €
	POLYTECH	<i>Sans objet</i>	<i>Sans objet</i>	<i>Sans objet</i>
	ISIMA	<i>Sans objet</i>	<i>Sans objet</i>	<i>Sans objet</i>
2020	SIGMA	16 769 K €	24 393 K €	43 541 K €
	POLYTECH	<i>Sans objet</i>	<i>Sans objet</i>	<i>Sans objet</i>
	ISIMA	<i>Sans objet</i>	<i>Sans objet</i>	<i>Sans objet</i>
2021	Clermont Auvergne INP	18 852 K €	28 186 K €	49 007 K €
2022 prévisionnel	Clermont Auvergne INP	24 000 K €	<i>Sans objet</i>	<i>Sans objet</i>

- Nombre de biens composant l'actif au 31.12.2021 : 3 561

- Gestion de stocks : Néant

- Placements : Néant
- Logiciels budgétaire et comptable : SIFAC depuis le 01/01/2010.
- Dispositif de contrôle interne : Oui

3.2 – Présentation de l'entité contrôlée :

- Nature de l'entité contrôlée : Clermont Auvergne INP
- Présentation de l'entité :
 - Créée en décembre 2020 Clermont Auvergne INP regroupe les 3 écoles d'ingénieurs clermontoises : ISIMA, POLYTECH Clermont et SIGMA Clermont, ainsi que 3 laboratoires de recherche et une école doctorale. Cet ensemble fédératif représente environ 2700 étudiants, dont 370 élèves de prépa intégrées et 170 doctorants.
 - Une classe préparatoire intégrée "La Prépa des INP" et un incubateur de l'entrepreneuriat étudiant "Clermont Auvergne PEPITE". Ce sont aussi environ 200 accords actifs dans 46 pays.

3.3 – Autres particularités :

- Existence d'une fondation : la Fondation SIGMA Clermont, reconnue d'utilité publique. Le commissaire aux comptes ne sera pas en charge des comptes de la Fondation.
- SIGMA Clermont sous revue CAC depuis 2012 - certification sans réserve.
- POLYTECH Clermont et ISIMA hors revue CAC mais application des méthodes et règles d'une université sous revue CAC depuis plusieurs années.

Article 4 : Règles d'attribution :

Elles reprennent les critères d'attribution définis dans le Règlement de la Consultation (RC), à savoir :

■ Adaptation de la méthodologie au contexte universitaire des grandes écoles (35%)

Ce critère est apprécié sur la base des éléments suivants, transmis par les soumissionnaires à l'appui de leurs offres :

- Description des actions envisagées pour les phases d'une mission de certification :
 - L'orientation et la planification de la mission générale (décomposition en livrables : phases de la mission, description des actions liées au contexte de Clermont Auvergne INP). La fin des opérations budgétaires et d'inventaire étant fixée au 31 janvier N+1, la présentation du compte financier au 28 février, l'impôt sur les sociétés au 15 avril N+1, l'intervention sur place est souhaitée début décembre N-1 et mi-janvier N+1.
 - Le programme de travail (détail de la nature et étendue des diligences)
 - Les méthodes de travail proposées (rapport, vérifications spécifiques, etc.)
 - L'appréciation des risques liés au contrôle interne : il y a à Clermont Auvergne INP plusieurs champs pour le contrôle interne ; gestion des ressources humaines, recherche, scolarité et comptabilité.
 - L'obtention des éléments probants et le contrôle des comptes à mener dans le calendrier défini ci-dessus.

- La production du rapport d'audit à la fin de la certification (test de procédure, test de substance, finalisation et rapport).

■ **Prix global proposé pour la durée de la mission (35%).**

■ **Composition et expérience des équipes présentées (30%).**

Ce critère est apprécié sur la base des éléments suivants, transmis par les soumissionnaires à l'appui de leurs offres :

- Proportion d'auditeurs seniors et juniors (pas plus de 60% d'auditeurs junior, mais pas moins de 40%).
- Formations des auditeurs (connaissance de la comptabilité et des finances publiques).
- Expérience professionnelle des auditeurs dans le secteur public nécessaire et reconnue.
- Degré de connaissance par les auditeurs des établissements de l'enseignement supérieur ou par défaut participation des auditeurs à des institutions spécifiques au secteur public.
- Proximité géographique pour mieux connaître l'environnement universitaires clermontois et limiter les déplacements.

Les prestations seront décrites sous la forme d'exigences fonctionnelles ou de niveaux de performance.

Article 5 : Délais d'exécution

5.1 - Délai de base

Le délai d'exécution de l'ensemble des prestations est stipulé à l'article 1.2 du présent C.C.P.

5.2 - Prolongation des délais :

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-P.I.

Article 6 : Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Article 7 : Constatations de l'exécution des prestations

Les vérifications qualitatives simples sont effectuées par Madame Isabelle BLACHERE au moment même de l'exécution de service (conformément à l'article 28 du C.C.A.G.-P.I.)

A l'issue des opérations de vérifications, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G.-P.I.

Article 8 : Obligation du titulaire

8.1 - Respect du droit et de la déontologie

Respect des obligations du titulaire conformément aux lois, règlements et normes professionnelles en vigueur.

8.2 - Rapports écrits

Rédaction des rapports prévus par les textes législatifs et réglementaires.

8.3 - Compétences actives

Exercer toutes les diligences requises dans le cadre de la mission légale de certification des comptes.

Article 9 : Avance

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-PI, une avance ne peut pas être accordée au titulaire.

Article 10 : Prix du marché

10.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix selon la Décomposition de Prix Globale et Forfaitaire (DPGF).

10.2 - Variations dans les prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois **M0 correspondant à la date de remise de l'offre.**

Les prix sont révisibles annuellement à la date d'anniversaire de notification du marché au titulaire par application de la formule suivante :

$$P1 = PO \times (S1 / SO)$$

P1 : prix révisé

PO : prix d'origine établis aux conditions économiques du mois d'Août

SO : valeur publiée de l'indice SYNTEC à la date de la révision précédente

S1 : dernière valeur publiée de l'indice SYNTEC à la date de la révision

Article 11 : Modalités de règlement des comptes

11.1 - Acomptes et paiement partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 du C.C.A.G.-P.I.

11.2 - Présentation des demandes de paiement

Les prestations font l'objet de demandes de paiements prenant la forme :

- de projets de décompte périodique établis conformément aux stipulations du présent marché
 - de projet de décompte final/général établis conformément aux stipulations du présent marché
- La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1/>

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

11.3 - Conditions de facturation

Les factures d'honoraires ainsi que tous les éléments justificatifs y afférents sont adressés au pouvoir adjudicateur dès qu'une mission est achevée.

Ces factures doivent obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- références du présent marché,
- objet succinct du marché
- période d'exécution des prestations,
- natures des prestations

Les demandes de remboursement des frais de déplacement et de séjour sont également adressées au pouvoir adjudicateur avec les justificatifs y afférents. Ces frais de déplacement et de séjour doivent respecter la politique de déplacement et de séjour du Titulaire, remise dans son offre initiale sur un document.

11.4 - Délai de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 12 : Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Concernant les pénalités journalières, les stipulations de l'article 14 du C.C.A.G. - P.I. s'appliquent.

12.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 13 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 14 : Résiliation du marché

Les conditions de résiliation applicables au présent marché sont celles de l'article 38.3 du C.C.A.G.-P.I.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 15 : Droit et langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 16 : Clauses complémentaires

Sans objet.

Article 17 : Dérogations au C.C.A.G.-P.I.

Article du présent CCAP	Article du CCAG-PI auxquels il est dérogé
Article 9	Chap. 2 Article 11

A _____, le ____ / ____ /2022
Le Représentant désigné de la Société
(*Nom, signature et cachet commercial*)

A Clermont Ferrand, le ____ / ____ /2022
Le Représentant légal du Pouvoir Adjudicateur
(*Nom, signature et cachet commercial*)